



▶ 16 October 2025 - 02:00 Cliquez ici pour accéder à la version en ligne

Villages Vivants lance une campagne participative pour lever 1,5 million d'euros

Réinventer le commerce et le service de proximité pour revitaliser les villages de nos campagnes, telle est la mission de la coopérative drômoise Villages Vivants. Cette foncière solidaire lève des fonds pour investir dans des commerces ou lieux de services, créateurs de lien social. Tout juste ouvert, son 30e lieu vient égayer la petite commune iséroise de Venon.

Installée à Crest dans la Drôme, la coopérative immobilière et solidaire Villages Vivants poursuit sa mission de revitalisation rurale à un rythme soutenu. Huit ans après sa création, elle vient d'ouvrir Le petit Bistro à Venon (Isère), confirmant la pertinence d'un modèle qui conjugue immobilier responsable et dynamisme social. Pour financer son élan, elle vient de lancer une campagne participative sur son site, avec l'objectif de lever 1,5 million d'euros.

Depuis 2018, la SCIC achète, rénove et loue des locaux vacants pour y implanter des activités de l'économie sociale et solidaire : cafés associatifs, épiceries, bureaux partagés, tiers-lieux ou auberges coopératives. Présente dans 13 départements du quart sud-est, elle a généré déjà 190 emplois, dont 63 % à des femmes, et totalise 9,6 millions d'euros d'actifs immobiliers. En 2024, le chiffre d'affaires de ses résidents (ses gestionnaires de lieux) a avoisiné 5 millions d'euros hors taxe.

Le soutien des institutionnels

L'année 2024 aura marqué un tournant : 5 millions d'euros levés grâce à deux campagnes, l'une citoyenne, l'autre institutionnelle réunissant le Crédit Mutuel Asset Management, la <u>Banque Populaire</u> Aura, la Caisse d'Épargne Rhône-Alpes, ainsi que des PME engagées comme Terre de Liens, acteur de la finance solidaire pour l'agriculture.

Au total, 16 millions d'euros ont été collectés depuis les débuts de la coopérative, dont 10 millions en capital. "Nous conjuguons l'investissement dans l'immobilier ancien avec le développement d'initiatives de l'économie sociale et solidaire en milieu rural ", explique Sylvain Dumas, cofondateur et codirecteur de Villages Vivants. Aujourd'hui, nous sommes les seuls à proposer cet accompagnement dans le guart sud-est de la France."

Réinventer des lieux de vie

Les projets soutenus témoignent de cette volonté de réinventer les lieux de vie. À Gibles (Saône-et-Loire), Chez Cocotte a permis de rouvrir un café boulangerie devenu lieu de rencontre et d'échanges. À Florac-Trois-Rivières (Lozère), La Pompe réunit habitants et artisans autour d'activités culturelles et solidaires. En Ardèche, l'auberge de Boffres renaît sous forme de coopérative pluriactivités : restaurant, relais postal, épicerie, et depuis peu, chambres d'hôtes. À Luc-en-Diois, La Milpa propose des produits bio et locaux, tandis qu'à Tours-sur-Meymont (Puy-de-Dôme), l'ancien Hôtel des Voyageurs s'est transformé en bar-restaurant associatif à la programmation culturelle foisonnante. Ces initiatives illustrent une même conviction : le lien social est aussi vital que le pain quotidien.



PAYS: France

TYPE: Web Pro et Spécialisé

▶ 16 October 2025 - 02:00

Cliquez ici pour accéder à la version en ligne

Une économie patiente

Avec 17 salariés, Villages Vivants revendique une approche durable. Les loyers progressifs pour les porteurs de projets ont généré environ 200 000 euros de revenu pour la structure fin 2024. Des revenus réguliers, quoiqu'encore modestes, d'autant que les rénovations, souvent énergétiques, sont coûteuses.

"Nous avons planté nos racines, souligne Sylvain Dumas. Les acteurs locaux nous identifient, les porteurs de projets nous sollicitent. Nous intervenons quand leur modèle économique est solide et que le lieu repéré a du sens pour le territoire."

En 2025, la coopérative prévoit encore 6 millions d'euros d'investissements. De quoi continuer à faire éclore, au cœur des villages, ces lieux où l'on vient boire un café, acheter son pain... et créer des liens. Avec de belles perspectives de croissance puisque, selon le Journal officiel en 2023,62 % des communes françaises étaient encore dénuées de commerces.